

**suite de la page 3**  
Cette révision doit répondre à l'aspiration de nos concitoyens à exercer leur droit électoral dans les meilleures conditions, empreintes de démocratie et de transparence, afin de choisir leurs représentants dans les assemblées élues. Nous ambitionnons de mettre notre système électoral aux normes les plus modernes des démocraties représentatives consacrées par la Constitution, afin que notre peuple puisse exprimer, en toute souveraineté et en toute clarté, son intime conviction. A cette fin, tous les partis politiques, qu'ils soient représentés ou non au Parlement, seront mis à contribution et consultés en vue d'élaborer le nouveau système électoral. Une fois cette loi électorale adoptée, toutes les mesures seront prises afin de garantir la transparence et la régularité des scrutins, y compris la supervision des élections par des observateurs internationaux, et ce, en concertation avec tous les partis agréés. De plus, une loi organique sur les cas d'incompatibilité avec le mandat parlementaire sera introduite en conformité avec la Constitution. Il appartiendra alors aux partis de s'organiser, de renforcer leurs rangs, d'exprimer leurs opinions et d'activer dans le cadre de la Constitution et de la loi afin de convaincre les citoyens, notamment les plus jeunes, de la pertinence et de l'utilité de leurs programmes. Cette démarche sera renforcée par la révision de la loi relative aux partis politiques, à travers la révision de leur rôle, de leur mission et de leur organisation, afin qu'ils contribuent plus efficacement au processus de renouveau. Le dépôt et la promulgation de la loi organique relative à la représentation des femmes au sein des assemblées élues interviendront avant les prochaines échéances électorales.

Chères concitoyennes,  
Chers concitoyens,  
Dans le cadre d'une décentralisation plus large et plus efficiente et pour que les citoyens soient mis à contribution dans la prise des décisions qui concernent leur quotidien et leur environnement économique, social et culturel, il importe d'accroître les prérogatives des assemblées locales élues et de les doter des moyens humains et matériels nécessaires à l'exercice de leurs prérogatives. Et c'est à cette même fin que le code de wilaya sera révisé.

Cette démarche portera aussi sur l'élargissement et la définition du domaine, des objectifs et des moyens d'activité et d'organisation du mouvement associatif, en vue de réhabiliter la place des associations dans la société, en tant qu'espaces d'intermédiation et de médiation entre les citoyens et les pouvoirs publics. En attendant la révision prévue de la loi régissant l'activité des associations, j'appelle les organisations du mouvement associatif à intensifier les initiatives, dans le cadre de leur mission, en s'inscrivant dès à présent dans cette vision. Le respect des droits de l'homme doit devenir une préoccupation permanente des différentes ligues et associations nationales chargées de cette question. Tous les moyens leur seront garantis afin qu'elles puissent se faire entendre et accomplir leurs missions de manière optimale. Les institutions et les administrations concernées doivent y participer pleinement.

Chères concitoyennes,  
Chers concitoyens,  
Pour couronner cet édifice institutionnel visant à renforcer la démocratie, il importe d'introduire les amendements nécessaires à la Constitution du pays. J'ai exprimé, à maintes reprises, ma volonté de faire réviser la Constitution et j'ai réaffirmé cette conviction et cette volonté à plusieurs occasions. Ceci passera par la création d'une commission constitutionnelle, à laquelle participeront les courants politiques agissants et des experts en droit constitutionnel. Elle me fera des propositions dont je m'assurerais de la conformité avec les valeurs fondamentales de notre société, avant de les soumettre à l'approbation du Parlement ou à vos suffrages par la voie référendaire.

Chères concitoyennes,  
Chers concitoyens,  
Je me dois de vous rappeler que les médias lourds, à savoir la Télévision et la Radio, représentent aussi la voix de l'Algérie dans le monde. Ce qui leur impose de contribuer à la consécration de l'identité et de l'unité nationales, et dans le même temps, de propager la culture et le divertissement. Mais ils sont surtout appelés à s'ouvrir aux différents courants de pensée politique, dans le respect des règles d'éthique qui régissent tout débat. Afin d'élargir cette ouverture aux citoyens, à leurs représentants élus et aux différents partis présents sur la scène nationale, le paysage audiovisuel public sera renforcé par la création de chaînes thématiques spécialisées et ouvertes à toutes les opinions, dans leur diversité. La loi sur l'information, elle, introduira les repères d'une charte déontologique et complétera la législation actuelle, notamment à travers la dépénalisation du délit de presse.

Chères concitoyennes,  
Chers concitoyens,  
Une année seulement nous sépare du rendez-vous des prochaines échéances électorales nationales. C'est une période suffisante pour procéder à la révision, à l'amélioration et au renforcement des bases juridiques de l'exercice démocratique et de l'expression de la volonté populaire, de manière à répondre à vos aspirations à une représentation de qualité au sein des assemblées élues. J'appelle chaque citoyen et chaque citoyenne d'entre vous, quelles que soient vos appartenances, à joindre vos efforts afin que cette nouvelle opportunité soit celle de l'ouverture sur une vie politique pluraliste qui reflète l'esprit et la lettre de la Constitution, et qui permette à chacun et à chacune de participer au renouveau et au progrès de l'Etat algérien, ainsi qu'au renforcement de ses fondements. Un Etat pour lequel de nombreux hommes et femmes ont sacrifié leur vie pour s'affranchir du joug colonial et de sortir de l'emprise de l'ignorance et du sous-développement. Parce que l'Etat est responsable de la politique de développement, de l'ordre et la sécurité publics dans le pays, je continuerai à veiller pleinement à la réalisation de nos objectifs, en comptant sur la participation des citoyens et en m'appuyant sur les institutions de l'Etat, conformément aux dispositions de la Constitution et des lois de la République. Je m'adresse à l'ensemble des citoyennes et des citoyens, que j'invite à apporter leur soutien pour le renouveau de notre pays et la réalisation des ambitions de notre peuple au développement dans un climat de liberté, de paix et d'entraide. Plus nous sommes unis, plus nous ferons de notre cher pays la patrie du progrès, de la justice et de la fraternité. Gloire et paix à nos valeureux martyrs. Je vous remercie de votre attention.»

(APS)

## LE SNAPEST, LE CNAPEST ET L'UNPEF UNISSENT LEURS ACTIONS

# Les lycées bientôt en grève

**Le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), le Conseil national des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Cnapest) et l'Union nationale des professionnels de l'éducation et de la formation (Unpef) ont décidé d'entamer un mouvement de grève, de trois jours par semaine, à partir du 25 avril.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** -Le secteur de l'éducation se dirige-t-il vers de nouvelles perturbations ? Les lycées risquent d'être bloqués à partir du 25 avril prochain. Conséquence du mouvement de protestation auquel ont appelé les trois syndicats du secteur de l'éducation, Snapest, Cnapest et l'Unpef. Les syndicats qui ont mis fin à leur mouvement de grève, du 16 février dernier, après des

promesses de prise en charge par le ministère de l'Education de leurs revendications, reprennent le chemin de la protestation. Le Snapest a pris la décision du recours à la contestation lors de la tenue de son conseil national, mercredi et jeudi dernier, annonce-t-il dans un communiqué. Le Cnapest et l'Unpef de leur côté, ont annoncé, hier, leur décision lors d'une conférence de presse. Les trois syndicats ont

décidé d'une grève cyclique de trois jours par semaine à partir du 25 avril prochain. Le deuxième mouvement est prévu pour les 2, 3 et, 4 mai prochain.

Un préavis de grève sera déposé demain. Des actions d'accompagnement sont également prévues, a souligné Larbi Nouar, coordonnateur du Cnapest. Les syndicats estiment que la tutelle est en train de tourner le dos à leurs revendications socioprofessionnelles. Ils menacent de radicaliser leur action dans le cas où la tutelle ne prend pas en charge la plateforme des revendications des enseignants. Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest dénonce la lenteur dans le traitement du dossier d'ajustement des primes du Sud, ainsi que celui

des logements de fonction.

L'Unpef et le Cnapest, de leur côté, exigent la révision du régime indemnitaire avec la consécration à hauteur de 50% du salaire de base de l'indemnité d'activité et des tâches complémentaires (IATC). Ils demandent la révision de l'IRG et l'abrogation du plafonnement à 15 000 DA, la consécration de la loi 88/07 relative à la médecine du travail, des indemnités de zone et autres indemnités, à revoir en tenant compte du nouveau SNMG. Les syndicats revendiquent également le maintien de la retraite anticipée. La protestation gagne le secteur de l'éducation à quelques semaines du début des examens de fin d'année.

S. A.

## TOUT EN MAINTENANT LEUR GRÈVE ILLIMITÉE

# Les médecins résidents préparent d'autres actions de protestation

**Le mouvement de grève illimitée des médecins résidents se poursuit. Les délégués nationaux se réuniront, au cours de la semaine, pour décider des prochaines actions de protestation.**

Le mouvement de protestation des médecins résidents ne s'essouffle pas. En effet, le recours du ministre de la Santé à la justice pour mettre fin à leur mouvement de protestation n'a pas eu l'effet escompté. «Nos tutelles nous croyaient fatigués, égoïstes, noyés par la lourde charge de travail qui nous incombe ; mais nous sommes toujours là, debout, plus solidaires que jamais. Personne ne

pourra plus jamais fléchir la détermination des résidents algériens», lit-on sur la page facebook du Collectif autonome des médecins résidents algériens (CAMRA).

Plus déterminés et mobilisés que jamais, les médecins résidents ont décidé, à l'unanimité, lors des assemblées générales tenues jeudi, dans les différents CHU, de maintenir leur mot d'ordre. En plus du débrayage,

les médecins résidents décideront, au cours de cette semaine, des actions de protestation à mener. Sit-in, marches, démission collective... plusieurs options sont à l'ordre du jour. Les récentes déclarations du ministre de la Santé n'ont fait qu'exacerber la grogne des protestataires. «Les résidents sont scandalisés», rapporte le D' Illès, délégué des médecins résidents. Lors de son intervention au journal télévisé, le ministre de tutelle a déclaré que les médecins résidents touchent un présalaire, car ils n'ont pas terminé leur formation. Ces der-

niers ont fait une mise au point : «Nous travaillons à plein temps sur la base de notre diplôme de médecin généraliste.» Concernant la couverture sanitaire, elle relève de la responsabilité de la tutelle, souligne D' Illès. «C'est aux responsables de créer un climat favorable pour que le médecin s'installe durablement dans les zones enclavées», dénonce-t-il . Le bras de fer entre les médecins résidents et le ministère de la Santé se poursuit. En attendant une solution, les établissements hospitaliers tournent au ralenti.

S. A.

## BANQUES ET ASSURANCES

# Les syndicalistes exigent la satisfaction de la plateforme de revendications

**La Fédération nationale des travailleurs des banques et assurances (FNTBA), affiliée à l'UGTA, revendique l'ouverture des négociations, en demandant «à toutes les parties concernées de suivre l'application de la plate-forme de revendications et de la tenir régulièrement informée de son état d'avancement». Dans le cas contraire, les cadres syndicaux de ladite fédération n'écarteront pas le recours «aux voies et moyens légaux pour faire valoir [leurs] droits».**

Ainsi, contrairement à ce qui a été indiqué dans la déclaration transmise à notre rédaction par l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), démentant une quelconque menace brandie par les cadres syndicaux et autres revendications des travailleurs des secteurs des banques et des assurances, les animateurs de ladite fédération exigent «l'ouverture des négociations pour la satisfaction des revendications contenues dans la plateforme de revendications».

La plate-forme de revendications, transmise «à qui de droit», en date du 7 avril 2011, soit au lendemain de la réunion tenue au siège de l'ABEF avec les présidents-directeurs généraux des banques publiques, fait état de plusieurs points dont «la revalorisation salariale, l'harmonisation dans la classification

te complémentaire ou retraite plus».

La plateforme de revendications transmise aux instances de la Centrale syndicale et aux directeurs généraux des banques, dont le *Soir d'Algérie* a obtenu une copie, fait suite à la lettre rendue publique par le nouveau secrétaire général de ladite fédération, Rachid Faïzi en l'occurrence.

Ce dernier plaide pour «la révision de la convention collective des banques, particulièrement les aspects liés aux

salaires et motivations, la révision du régime indemnitaire».

A ce propos, il y a lieu de noter qu'une délégation de la Fédération des banques et assurances a été reçue récemment par le premier responsable de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi-Saïd.

Ce dernier avait assuré les cadres syndicaux du secteur des banques et assurances de son soutien dans toutes les démarches entreprises pour «l'aboutissement des revendications des travailleurs».

A. Bettache

## LE PROCÈS DE L'ENLÈVEMENT DE TOURISTES

### ALLEMANDS REPORTÉ

## La défense exige la présence «d'El Para»

Le tribunal criminel près la cour d'Alger a reporté à jeudi la prochaine session criminelle le procès des prévenus Farrah Omar et Aïssani Yacine, poursuivis pour appartenance à un groupe terroriste, homicide volontaire et enlèvement de touristes allemands.

Le président du tribunal, le juge Bakri Boualem, a décidé de reporter le procès suite à l'appel de la défense concernant la présence de Saïfi Ammari, alias «Abderrazak El Para» pour être jugé en tant qu'«accusé» dans cette affaire.

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Belaïz, a confirmé récemment le placement «sous mandat de dépôt» de «Abderrazak El Para», conformément aux dispositions de l'ordonnance présidentielle portant levée de

l'état d'urgence. «Son affaire est désormais entre les mains de la justice», avait-il précisé.

Selon la défense, les deux prévenus sont poursuivis pour participation à plusieurs opérations terroristes (actes de destruction, assassinats et embuscades) contre les éléments de l'Armée nationale populaire (ANP) et les services de sécurité.

Ils ont, par ailleurs, participé avec Ammari Saïfi à l'embuscade tendue dans la région d'Illizi aux propriétaires des sociétés implantées dans le sud du pays, au cours de laquelle ils ont enlevé plusieurs ressortissants étrangers et se sont emparés de sommes d'argent en euros. Les deux prévenus ont également participé, selon la même source, à des opérations de demande de rançon et d'achat d'armes.